

Aux médias

Lausanne, 3 novembre 2017

Vue d'ensemble sur la politique agricole

Le syndicat paysan Uniterre et l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire ont accueilli avec beaucoup d'inquiétude les déclarations du Conseiller Fédéral Johann Schneider-Ammann du 1^{er} novembre. Durant la campagne sur la Sécurité Alimentaire, nous avons mis en garde contre le risque de multiplication des accords de libre-échange. Cela s'est confirmé. Il est donc d'autant plus important de s'engager pour la souveraineté alimentaire, elle qui préconise un marché équitable, dans le respect de tous les acteurs, ainsi que le partage juste de la valeur ajoutée.

Cette interminable litanie du Conseil Fédéral sur l'ouverture des frontières, la compétitivité et le pouvoir de l'innovation a abouti à la fermeture de 2 à 3 exploitations agricoles par jour, la chute de 30% des prix à la production ces 30 dernières années, ceci alors que la part du budget des ménages dédiée à l'alimentation n'est que de 7%. Ce développement alimente l'énorme concentration du marché dans les mains d'une poignée d'entreprises nationales et de multinationales. Et ces dernières, de par leur puissance sur le marché, poussent à la destruction de l'agriculture paysanne, parmi d'autres conséquences bien connues comme l'industrialisation, la surexploitation des ressources naturelles, le changement climatique et la perte de la biodiversité (voir Rapport Mondial sur l'Agriculture 2008).

Les paroles contradictoires du Conseil Fédéral n'aident ni les paysannes et paysans, mais au contraire servent leurs adversaires. Il est prévu d'allouer des moyens supplémentaires pour atténuer les effets de cette ouverture des marchés. Cela rendra les paysannes et les paysans encore plus dépendants de l'Etat et ce, en complète contradiction avec l'esprit entrepreneurial prôné par le Conseil Fédéral. Répéter inlassablement un non-sens, ne le rend pas plus sensé! Nous exigeons que l'agriculture soit définitivement exclue des accords de libre-échange. Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire indique : *"Au niveau mondial, nous faisons partie de cette poignée de pays qui importent énormément de denrées alimentaires. La mise en place d'un marché équitable local et international, comme le propose notre initiative pour la Souveraineté Alimentaire, est la solution pour arrêter les accords de libre-échange."*

La défense d'une agriculture diversifiée et des protections douanières efficaces, ainsi que la démocratisation des systèmes alimentaires, sont impératifs pour permettre le maintien de l'agriculture paysanne et d'une alimentation saine. Ulrike Minkner, paysanne bio et vice-présidente de l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire précise : *"Notre vision d'une agriculture qui produit une alimentation socialement juste et écologique, trouve un écho dans notre pratique quotidienne comme paysannes et paysans ainsi que dans l'initiative pour la Souveraineté Alimentaire."*

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire a été fondée en septembre 2016, elle promeut l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Elle réunit environ 250 organisations et personnes issues de mouvements agricoles, ecclésiastiques et sociaux. La votation aura vraisemblablement lieu en automne 2018.

Contacts presse :

Pierre-André Tombez, président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 079 634 54 87 (f/d)
Ulrike Minkner, vice-présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, 032 941 29 34 (d/f)
Charles-Bernard Bolay, président Uniterre, 079 409 14 42 (f)